



Conseillers Municipaux en exercice : 27  
Quorum : 14  
**Date de la convocation : 25.02.2026**  
Présents : 18  
Représentés : 6  
Votants : 24  
Absents : 3

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE  
DE GRENADE-SUR-GARONNE  
Séance du 03 Mars 2026**

Le mardi 03.03.2026, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués, se sont réunis sous la présidence de M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.  
Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.  
Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. CAUBET Christian, Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MONBRUN René, Mme GENDRE Claudie, Mme BRIEZ Dominique, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, M. BOURBON Philippe, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. XILLO Michel, Mme MANZON Sabine.

Représentés : M. VIDONI-PERIN Thierry (par Mme TAURINES), M. MARTINET Florent (par Mme MOREL CAYE), Mme IBRES Laetitia (par M. XILLO), Mme GARCIA Hélène (par M. DELMAS), Mme VIDAL Aurélie (par M. MONBRUN), Mme LOUGE Monique (par Mme MANZON).

Absents : M. LOQUET Pierre, M. MILLO-CHLUSKI Romain, M. POCHON Pascal.

Secrétaire : M. BEN AÏOUN.

Délibération n° 013-2026.

Débat d'Orientation budgétaire 2026.

En préambule, Mme MOREL CAYE, Adjoint au Maire déléguée aux finances, rappelle que l'organisation du Débat d'Orientation Budgétaire est prévue par l'article 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que « Dans les communes de 3500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil Municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique ... ».

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) a pour objectif d'instaurer une discussion au sein de l'assemblée délibérante sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité. Il améliore l'information transmise à l'assemblée délibérante et doit donner aux élus la possibilité de s'exprimer sur la situation financière de la collectivité.

La totalité des éléments du DOB seront transmis au Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans. De même la Communauté de Communes des Hauts Tolosans devra transmettre les éléments de son DOB aux communes membres.

Mme MOREL CAYE présente au Conseil Municipal **le rapport joint en annexe**.  
Au fur et à mesure de la présentation, les élus sont invités à intervenir s'ils le souhaitent.

Le Conseil Municipal,  
Entendu le rapport présenté,  
après en avoir délibéré, par 24 voix pour, 0 contre, 0 abstention,  
- **prend acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire pour l'exercice 2026.**

Le Secrétaire,  
Henri BEN AÏOUN,

Pour extrait conforme,

Le Maire,  
Jean-Paul DELMAS,

Chaîne d'intégrité du document : D9 07 88 E2 72 B4 28 68 D8 F6 6C 52 AC CE 06 DB  
AR préfecture : 031-213102320-20260303-013-2026-DE



Reçu en préfecture le : 05/03/2026  
Publié le : 05/03/2026  
Par : Jean-Paul DELMAS  
Document certifié conforme à l'original  
<http://publiact.fr/documentPublic/924136>

# Débat d'Orientation Budgétaire 2026

## Conseil Municipal du 03 Mars 2026

---

L'organisation du Débat d'Orientation Budgétaire est prévue par l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Locales qui dispose :

*« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil Municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. »*

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) a pour objectif d'instaurer une discussion au sein de l'assemblée délibérante sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité. Il améliore l'information transmise à l'assemblée délibérante et doit donner aux élus la possibilité de s'exprimer sur la situation financière de la collectivité.

La totalité des éléments du DOB seront transmis au Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans. De même la Communauté de Communes des Hauts Tolosans devra transmettre les éléments de son DOB aux communes membres.

## 1. Approche Macro-économique

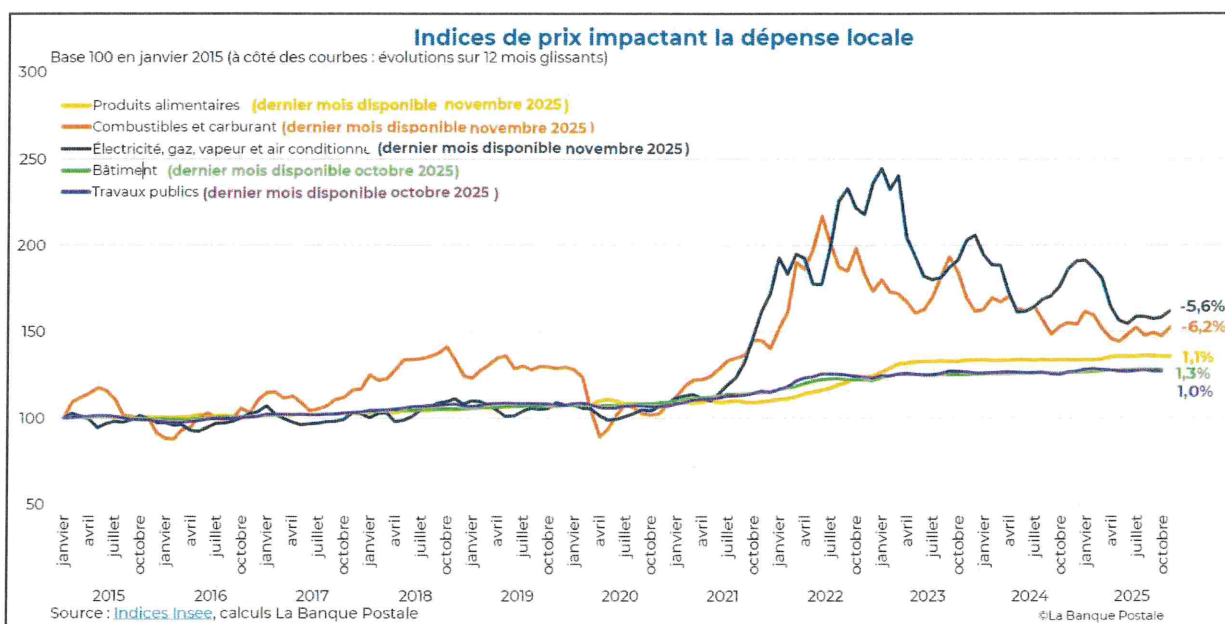
### ➤ Contexte économique :

**Croissance mondiale :** La croissance mondiale devrait rester positive mais modérée, autour de 3 % à 3,3 %, avec des pressions persistantes sur les échanges mondiaux et les investissements.

**Croissance Zone EURO :** La zone euro devrait poursuivre une croissance timide, autour de 1 % à 1,2% selon les projections macroéconomiques récentes.

**Croissance France :** La Banque de France prévoit une accélération relative à environ 1,0 % à 1,2 % pour 2026. En 2025, elle se situait autour de 0.8% à 0.9%, ce qui explique la revalorisation des bases.

### ➤ Inflation :



L'année 2025 est marquée par un net ralentissement de l'inflation, qui s'établit autour de 1,3 %, traduisant un retour à un rythme de hausse des prix plus modéré. Pour la commune, ce contexte a eu des effets directs sur les dépenses de fonctionnement.

- En 2025, les dépenses énergétiques se sont globalement stabilisées, sous l'effet combiné d'une baisse du prix de l'électricité, d'une légère diminution des prix des carburants et, à l'inverse, de tensions persistantes sur les prix du gaz. En 2026, les prix de l'énergie devraient évoluer de manière plus modérée, mais resteront à un niveau structurellement élevé.

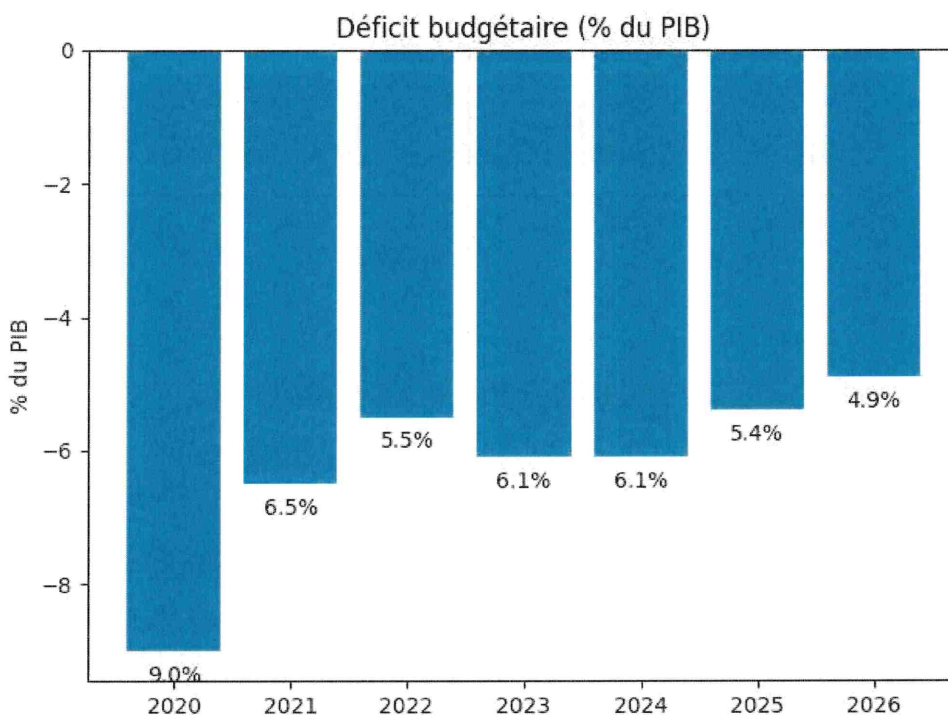
- S'agissant de la restauration scolaire, l'année 2025 a été caractérisée par une quasi-stabilité des prix des denrées alimentaires, après plusieurs exercices de fortes hausses. Cette évolution a permis de freiner la progression des coûts, même si les niveaux de prix restent durablement élevés. Cette accalmie devrait se poursuivre en 2026, permettant de freiner la progression des coûts, sans pour autant retrouver les niveaux antérieurs. Les dépenses de restauration resteront ainsi sensibles à l'évolution des marchés agricoles et aux coûts annexes (transport, énergie).

## 2. Ce qu'il faut retenir de la loi de finances pour 2026

Le projet de loi de finances pour 2026 (PLF 2026) s'inscrit dans un contexte budgétaire et politique particulièrement tendu en France. Après plusieurs mois de discussions parlementaires et des difficultés d'adoption du texte dans les délais, le gouvernement a eu recours à l'article 49-3, afin de contourner l'absence de majorité claire au Parlement et de garantir la continuité budgétaire de l'État.

### ➤ Déficit public :

La loi de finances prévoit la poursuite du redressement des comptes publics, avec un effort budgétaire estimé à près de 50 milliards d'euros, visant à ramener le déficit public à 4,9 % du PIB en 2026.

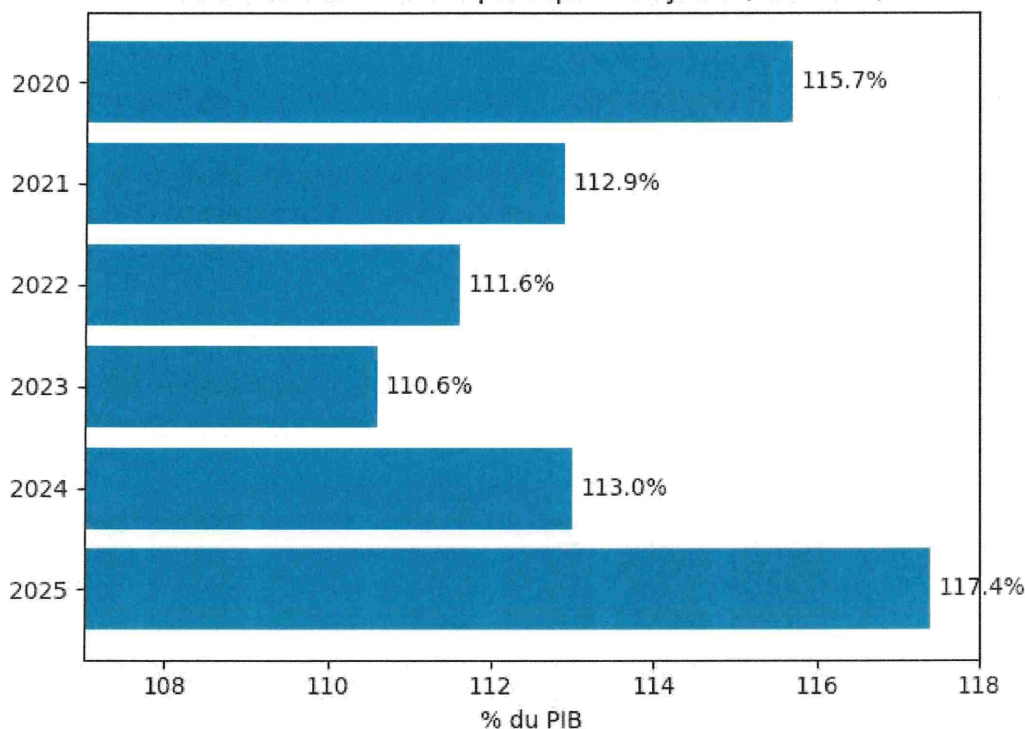


Pour les collectivités territoriales, l'effort budgétaire demandé est évalué à 2 milliards d'euros, un niveau inférieur aux annonces initiales, mais qui continue de peser sur leurs équilibres financiers et leur capacité d'investissement.

### ➤ Dettes publiques :

La dette publique de la France s'élève à environ 3 480 milliards d'euros à la fin de l'année 2025. Le produit intérieur brut est estimé à près de 2 960 milliards d'euros, soit un ratio de dette publique d'environ 117 % du PIB, selon les données publiées par l'INSEE.

## Évolution de la dette publique française (% du PIB)



### ➤ Focus sur les mesures impactant la Commune

#### DGF

La loi de finances pour 2026 prévoit une stabilisation globale de l'enveloppe de la DGF : 27.4Md€.

- Conséquence de la non indexation sur l'inflation : manque à gagner de 350M€
- Renforcement des mécanismes de péréquation : DSU + 140M€ et DSR + 150M€ (financés dans l'enveloppe globale)

Toutefois, la stabilité nationale de l'enveloppe ne garantit pas une stabilité individuelle des dotations. Les variations démographiques, le potentiel fiscal et les critères de richesse peuvent entraîner des ajustements à la hausse ou à la baisse.

#### DILICO

Le DILICO (dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales) est maintenu pour l'année 2026. L'effort demandé aux collectivités à hauteur de 740 millions d'euros ne concernera que les EPCI, Régions et Départements. Les Communes en sont exemptées.

- Régions : 350M€
- EPCI : 250 M€
- Départements : 140M€

## Allocations compensatrices sur les établissements industriels

En 2021, l'Etat a réduit la fiscalité des établissements industriels via un abattement de 50 % des valeurs locatives industrielles pour la CFE et la TFPB. Pour éviter une perte de recettes trop importante pour les collectivités, l'Etat a mis en place un mécanisme de compensation sous forme de prélèvement sur recettes de l'Etat (PSR).

De par son dynamisme, ce mécanisme est devenu une dépense importante pour l'Etat. Jusqu'à présent, la compensation était quasi intégrale. A partir de 2026, la compensation n'est plus intégrale et peut varier chaque année afin d'équilibrer le budget de l'Etat.

La Commune a enregistré en 2025 une recette de 111 000€. Pour Grenade, la perte pour 2026 est estimée à environ 21 400€.

## Soutien à l'investissement

La loi de finances pour 2026 confirme le maintien des dispositifs de soutien à l'investissement local avec 3.8 Mds € d'autorisations d'engagement en baisse de 135 M€ et 4 Mds € de crédits de paiements en baisse de 200M€ :

- la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR),
- la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL),
- le Fonds vert : ce dispositif enregistre de fortes baisses sur les 3 dernières années
  - 2024 : 2.5 Md€
  - 2025 : 1.15 Md€
  - 2026 : 840 M€

### ➤ Mesures Hors Loi de Finances

#### CNRACL

La hausse du taux de la CNRACL se poursuit et s'élèvera à 37.65% en 2026. La conséquence financière de cette mesure est estimée à un peu plus de 3% de la masse salariale. Cette augmentation se poursuivra jusqu'en 2028 pour atteindre 43.65%.

Année	Taux
2025	34.65%
2026	37.65%
2027	40.65%
2028	43.65%

#### CNFPT

L'Etat a plafonné la part des cotisations versées par les collectivités revenant au CNFPT à 397 millions d'euros. Les collectivités versent 0.9% de leur masse salariale au CNFPT pour la formation des agents. Les recettes au-delà de ce plafonnement reviendront à l'Etat qui devrait récupérer entre 15 et 40 millions d'euros.

## Conseil Régional et Conseil Départemental

La situation financière des Régions et des départements est dégradée. Ce constat pourrait entraîner une baisse de leur accompagnement financier auprès des communes.

### Communauté de communes des Hauts Tolosans

Dans son ROB 2026 voté le 29 Janvier, la Communauté de Communes a acté des mesures impactant directement Grenade :

- Mesures 2026
  - Pas d'enveloppe « fonds de concours équipements » pour les communes en 2026
  - Taxe d'aménagement : Récupération à hauteur de 5% des recettes perçues par les communes
  - Diminution de l'enveloppe voirie « Travaux d'aménagements » : - 500 000€
  - Pas de nouveaux travaux de voies douces pour 2026

### Création TVLH

La loi de finances pour 2026 institue la **Taxe sur la vacance des locaux d'habitation (TVLH)**, qui remplace les deux dispositifs existants :

- la taxe sur les logements vacants (TLV), perçue en zones tendues,
- la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV), facultative pour les communes hors zones tendues.

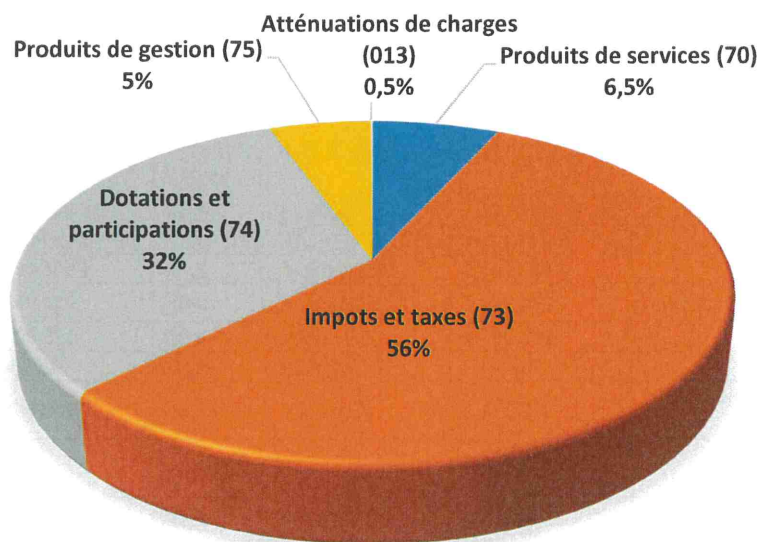
Pour être situé en zone tendue, deux critères cumulatifs sont à prendre en compte : un déséquilibre entre l'offre et la demande de logements ainsi que l'appartenance de la commune à une zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants. La liste des communes concernées est fixée par décret. Grenade n'en faisant pas partie, cette réforme n'aura pas d'impact sur la commune.

### 3. Fonctionnement : les résultats 2025 et Hypothèses 2026

#### ❖ Recettes de Fonctionnement

	Réalisé 2024	Réalisé 2025	Evolution 2025/ 2024	BP 2025	Hypo 2026 BP	Evolution 2026/ 2025
<b>Produits de fonctionnement courants stricts</b>	<b>11 211 006 €</b>	<b>11 726 395 €</b>	<b>4,6%</b>	<b>11 242 736 €</b>	<b>11 421 906 €</b>	<b>1,6%</b>
<b>Impôts et taxes (73)</b>	<b>6 379 908 €</b>	<b>6 560 752 €</b>	<b>2,8%</b>	<b>6 429 072 €</b>	<b>6 500 094 €</b>	<b>1,1%</b>
Contributions directes (73111)	4 853 748 €	4 934 696 €	1,7%	4 936 000 €	5 043 848 €	2,2%
Attribution de compensation reçue (73211)	924 386 €	924 092 €	0,0%	924 092 €	892 246 €	-3,4%
FPIC (732221)	139 225 €	135 107 €	-3,0%	135 000 €	137 000 €	1,5%
Taxes sur les pylônes (73132)	86 072 €	90 580 €	5,2%	98 980 €	92 000 €	-7,1%
Taxes additionnelles aux droits de mutation (73123)	327 331 €	434 822 €	32,8%	300 000 €	300 000 €	0,0%
Taxe forfaitaire sur les terrains devenus constructibles (738)	9 942 €	- €	-100,0%	- €	- €	0,0%
Droits de place (73154)	33 092 €	33 190 €	0,3%	30 000 €	30 000 €	0,0%
Reversements sur paris hippiques (731732)	6 112 €	6 280 €	2,7%	5 000 €	5 000 €	0,0%
Solde Impôts et taxes	- €	1 986 €				0,0%
<b>Dotations et participations (74)</b>	<b>3 462 234 €</b>	<b>3 731 152 €</b>	<b>7,8%</b>	<b>3 503 804 €</b>	<b>3 630 812 €</b>	<b>3,6%</b>
DGF (74111+741121+741127)	2 299 996 €	2 407 722 €	4,7%	2 370 804 €	2 489 345 €	5,0%
Compensations fiscales (7482+74833+74834+7485)	204 728 €	203 605 €	-0,5%	188 000 €	161 251 €	-14,2%
FCTVA fonctionnement (744)	8 023 €	8 185 €	2,0%	- €	5 000 €	0,0%
Subventions autres organismes (7478) (dont Prestations CAF) 7478222+7478223+747888	785 864 €	877 003 €	11,6%	755 000 €	806 000 €	6,8%
Autres : 74718 (dont tarification cantine sociale)	83 360 €	155 754 €	86,8%	80 000 €	130 000 €	62,5%
Autres attributions et participations (7488) (dont fond d'amorçage)	78 180 €	74 520 €	-4,7%	75 000 €		-100,0%
Solde participations diverses	2 083 €	4 363 €	109,5%	35 000 €	39 216 €	12,0%
<b>Autres produits de fonctionnement courant</b>	<b>1 368 865 €</b>	<b>1 434 492 €</b>	<b>4,8%</b>	<b>1 309 860 €</b>	<b>1 291 000 €</b>	<b>-1,4%</b>
<b>Produits des services (70)</b>	<b>816 929 €</b>	<b>797 298 €</b>	<b>-2,4%</b>	<b>768 860 €</b>	<b>769 000 €</b>	<b>0,0%</b>
Mise à disposition de personnel (7084)	1 952 €	1 324 €	-32,2%	500 €	500 €	0,0%
Redevances services périscolaires (7067)	673 013 €	679 148 €	0,9%	670 000 €	670 000 €	0,0%
Redevances d'occupation du domaine public (70323)	20 406 €	20 853 €	2,2%	20 000 €	20 000 €	0,0%
Redevances à caractère sportif (70631)	55 186 €	52 235 €	-5,3%	45 000 €	45 000 €	0,0%
Redevances et droits des services culturels (7062)	583 €	564 €	-3,3%	500 €	500 €	0,0%
Remboursements de frais (7087)	37 396 €	21 852 €	-41,6%	15 860 €	15 000 €	-5,4%
Solde produits des services	28 392 €	21 321 €	-24,9%	17 000 €	18 000 €	5,9%
<b>Produits de gestion (75)</b>	<b>551 936 €</b>	<b>637 194 €</b>	<b>15,4%</b>	<b>541 000 €</b>	<b>522 000 €</b>	<b>-3,5%</b>
Revenus des immeubles (752)	315 307 €	345 133 €	9,5%	336 000 €	342 000 €	1,8%
Autres produit divers (75888) (dont Mécénat)	111 911 €	167 918 €	50,0%	150 000 €	100 000 €	-33,3%
Autres produit divers 75888 Remboursement assurances du personnel	114 677 €	113 577 €	-1,0%	50 000 €	50 000 €	0,0%
Solde produits de gestion	10 040 €	10 566 €	5,2%	5 000 €	30 000 €	500,0%
<b>Atténuations de charges (013)</b>	<b>2 815 €</b>	<b>16 118 €</b>	<b>472,6%</b>	<b>- €</b>	<b>5 000 €</b>	<b>0,0%</b>
<b>Produits de fonctionnement courants</b>	<b>11 213 821 €</b>	<b>11 742 513 €</b>	<b>4,7%</b>	<b>11 242 736 €</b>	<b>11 426 906 €</b>	<b>1,6%</b>
Produits exceptionnels larges (77)	247 €	282 €	14,3%	- €	- €	0,0%
Prévisions semi budgétaires (78)	27 327 €	4 409 €	-83,9%		3 000 €	0,0%
<b>Produits de fonctionnement</b>	<b>11 241 395 €</b>	<b>11 742 795 €</b>	<b>4,5%</b>	<b>11 242 736 €</b>	<b>11 426 906 €</b>	<b>1,6%</b>

## RÉPARTITION DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT - ANNÉE 2025



### ➤ Chapitre 73

Le chapitre 73 représente 56% des produits de fonctionnement en 2025. Il est sujet au ralentissement du dynamisme fiscal et à la volatilité des DMTO.

- Evolution des bases fiscales (hors locaux professionnels)

2023 : + 7.1%

2024 : + 3.9%

2025 : + 1.7%

2026 : + 0.8%

- DMTO

Les DMTO constituent une ressource par nature variable et difficilement prévisible, car leur niveau dépend directement du volume et de la valeur des transactions immobilières, eux-mêmes sensibles aux évolutions économiques et aux conditions du marché.

Les hausses enregistrées sur 2025 s'expliquent par une hausse du marché immobilier de 27% en Haute-Garonne et une augmentation du taux à hauteur de 0.5% acté par le Conseil Départemental.

Les hypothèses pour l'année 2026 restent prudentes au vu des incertitudes.

➤ Chapitre 74

Le chapitre 74 représente 32% des recettes en 2025. Les dotations de l'Etat, bien qu'en augmentation, ne sont toujours pas indexées sur l'inflation et ne permettent donc pas de faire face aux différentes hausses de prix.

Année	Dotations Forfaitaires	DSR	DNP	Total	Evolution N/N-1
2014	1 003 916,00 €	506 585,00 €	310 808,00 €	1 821 309,00 €	0%
2015	857 786,00 €	588 339,00 €	333 012,00 €	1 779 137,00 €	-2%
2016	707 649,00 €	656 945,00 €	352 452,00 €	1 717 046,00 €	-3%
2017	629 434,00 €	764 868,00 €	356 973,00 €	1 751 275,00 €	2%
2018	641 838,00 €	829 261,00 €	389 329,00 €	1 860 428,00 €	6%
2019	650 435,00 €	861 543,00 €	384 106,00 €	1 896 084,00 €	2%
2020	657 415,00 €	926 652,00 €	387 819,00 €	1 971 886,00 €	4%
2021	663 352,00 €	985 367,00 €	380 028,00 €	2 028 747,00 €	3%
2022	664 305,00 €	1 040 917,00 €	375 715,00 €	2 080 937,00 €	3%
2023	664 879,00 €	1 118 273,00 €	389 372,00 €	2 172 524,00 €	4%
2024	676 380,00 €	1 222 273,00 €	401 343,00 €	2 299 996,00 €	6%
2025	684 439,00 €	1 302 442,00 €	420 841,00 €	2 407 722,00 €	5%
2026 (Prosp)	694 083,00 €	1 361 308,00 €	433 954,00 €	2 489 345,00 €	3%

Compte 74718 :

- En 2025, la Commune a perçu une recette exceptionnelle de 28 460€ de l'Etat pour l'accompagnement financier du service public petite enfance. La compétence ayant été transférée à la Communauté de Communes des Hauts Tolosans, cette recette fera l'objet d'un reversement à la CCHT par le biais d'une diminution de l'attribution de compensation 2026.
- Concernant la tarification sociale de la cantine, la Commune a conclu un avenant « Bonus EGalim » avec l'Etat depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2024 lui permettant d'obtenir une aide de l'Etat à hauteur de 4€ par repas facturé à 1€ maximum (contre 3€ auparavant). En 2025, la Commune a ainsi pu bénéficier d'une recette de 80 152€ pour environ 20 000 repas, contre 60 114€ si l'avenant n'avait pas été conclu.

➤ Chapitre 70

Le chapitre 70 reste stable. Il représente 6.5% des recettes de fonctionnement. Il enregistre les participations versées par les usagers pour l'utilisation de services publics tels que la restauration scolaire, la piscine, l'occupation du domaine public, la bibliothèque...

Les remboursements de charge liés aux mises à disposition de bâtiments sont à présent imputés sur le chapitre 75, ce qui explique une légère baisse entre 2024 et 2025.

➤ Chapitre 75

Le chapitre 75 représente 5% des recettes de fonctionnement. Il enregistre principalement les loyers perçus au titre de la mise à disposition des bâtiments communaux ainsi que les recettes liées au Mécénat et aux remboursements d'assurance.

En 2025, la Commune a perçu 76 500€ pour le mécénat du Jagan. En 2025, il comptabilise également une partie des remboursements des assurance pour les incendies des logements d'urgence et de l'appartement de la rue Teisseire à hauteur de 72 500€.

Le loyer de la Gendarmerie représente 260 560€ soit 75% du compte 752 (Revenus des immeubles)

• **Focus sur la Gendarmerie**

	Dépenses			Recettes		DIFFERENCE
	Intérêts	Capital	Crédit-Bail	Loyers	FCTVA	
2010			263 556,00 €	210 000,00 €		53 556,00 €
2011			263 556,00 €	210 000,00 €		53 556,00 €
2012			263 556,00 €	210 000,00 €		53 556,00 €
2013			263 556,00 €	210 000,00 €		53 556,00 €
2014			329 445,00 €	210 000,00 €		119 445,00 €
2015			279 369,00 €	212 500,00 €		66 869,00 €
2016	97 576,79 €	44 743,21 €	142 320,00 €	240 000,00 €		44 640,00 €
2017	143 842,55 €	69 637,45 €		240 000,00 €		-26 520,00 €
2018	186 867,69 €	97 772,31 €		240 000,00 €		44 640,00 €
2019	180 929,31 €	103 710,69 €		240 000,00 €		44 640,00 €
2020	174 630,25 €	110 009,75 €		246 857,00 €		37 783,00 €
2021	167 948,60 €	116 691,40 €		250 397,00 €	19 142,06 €	15 100,94 €
2022	161 303,96 €	123 336,04 €		253 937,00 €	20 232,04 €	10 470,96 €
2023	152 900,33 €	131 739,67 €		253 937,00 €	21 610,58 €	9 092,42 €
2024	145 368,62 €	139 271,38 €		258 352,32 €	22 846,08 €	3 441,60 €
2025	136 909,71 €	147 730,29 €		260 560,00 €	24 233,68 €	-153,68 €
2026	127 937,04 €	156 702,96 €		260 560,00 €	25 705,55 €	-1 625,55 €

Jusqu'en 2016, les écritures liées au crédit-bail immobilier de la Gendarmerie passaient sur un compte de classe 6 selon les directives de la DGFIP. A partir de 2016, la dépense est imputée sur un compte de classe 6 pour les intérêts et sur un compte de classe 16 pour le capital, permettant ainsi une récupération du FCTVA sur la part du capital depuis 2021.

## ❖ Dépenses de Fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement de l'année 2025 enregistrent une augmentation globale de 0.52% par rapport à l'année 2024 :

- Evolution des charges hors masse salariale : - 1.9 %
- Evolution de la masse salariale : + 0.30%

	Réalisé 2024	Réalisé 2025	Evolution 2025/2024	BP 2025	HYPO 2026	Evolution 2026/2025
Charges de fonctionnement courant strictes	9 445 766	9 423 652	-0,23%	10 090 375	10 306 797	2,14%
<b>Charges à caractère général (011)</b>	<b>2 495 264</b>	<b>2 371 297</b>	<b>-4,97%</b>	<b>2 865 248</b>	<b>2 808 312</b>	<b>-1,99%</b>
Achats prestations de services (6042)	452 414	440 184	-2,70%	492 300	472 350	-4,05%
Electricité (60612)	381 100	337 110	-11,54%	450 000	385 000	-14,44%
Maintenance (6156)	189 823	189 982	0,08%	196 400	224 270	14,19%
Fourniture de petit équipement (60632)	161 886	148 655	-8,17%	199 715	214 260	7,28%
Frais de nettoyage (6283)	163 073	132 547	-18,72%	151 300	147 340	-2,62%
Gaz (60613)	134 273	122 025	-9,12%	145 000	130 000	-10,34%
Solde charges à caractère général	1 012 696	1 000 794	-1,18%	1 230 533	1 235 092	0,37%
<b>Charges de personnel (012)</b>	<b>5 952 565</b>	<b>5 970 481</b>	<b>0,30%</b>	<b>6 100 210</b>	<b>6 408 320</b>	<b>5,05%</b>
<b>Charges de gestion courante (65)</b>	<b>997 937</b>	<b>1 081 874</b>	<b>8,41%</b>	<b>1 124 917</b>	<b>1 090 165</b>	<b>-3,09%</b>
Elus (653)	95 819	95 949	0,14%	98 250	103 000	4,83%
Service Incendie (6553)	148 908	151 588	1,80%	151 589	153 600	1,33%
Contributions organismes de regroupement (65568)	130 974	154 067	17,63%	156 300	191 000	22,20%
CCAS (657363)	270 000	262 000	-2,96%	262 000	270 000	3,05%
Subventions aux associations (65748)	190 797	187 030	-1,97%	180 000	190 000	5,56%
Caisse des Ecoles (657361)	2 150	2 150	0,00%	2 150	4 000	86,05%
Autres contributions obligatoires (6558)	69 711	78 670	12,85%	70 000	85 000	21,43%
Redevances pour logiciels informatique	70 060	51 694	-26,22%	75 000	73 475	-2,03%
PIG		80 543		107 648		-100,00%
Solde charges de gestion courante	19 518	18 183	-6,84%	21 980	20 090	-8,60%
<b>Atténuations de produits (014)</b>	<b>4 648</b>	<b>18 627</b>	<b>300,75%</b>	<b>20 000</b>	<b>21 000</b>	<b>5,00%</b>
<b>Total charges de fonctionnement courant</b>	<b>9 450 414</b>	<b>9 442 279</b>	<b>-0,09%</b>	<b>10 110 375</b>	<b>10 327 797</b>	<b>2,15%</b>
Charges exceptionnelles larges (67)	18 874	-	-100,00%	1 000	2 000	100,00%
Prévisions semi budgétaires (68)	29 199	6 702	-77,05%	5 000	6 000	20,00%
<b>Charges de fonctionnement hors intérêts</b>	<b>9 498 487</b>	<b>9 448 981</b>	<b>-0,52%</b>	<b>10 116 375</b>	<b>10 335 797</b>	<b>2,17%</b>

Les hypothèses pour le BP 2026 sont en baisse sur le chapitre 011 par rapport au BP 2025 mais présentent une augmentation marquée sur le chapitre 012.

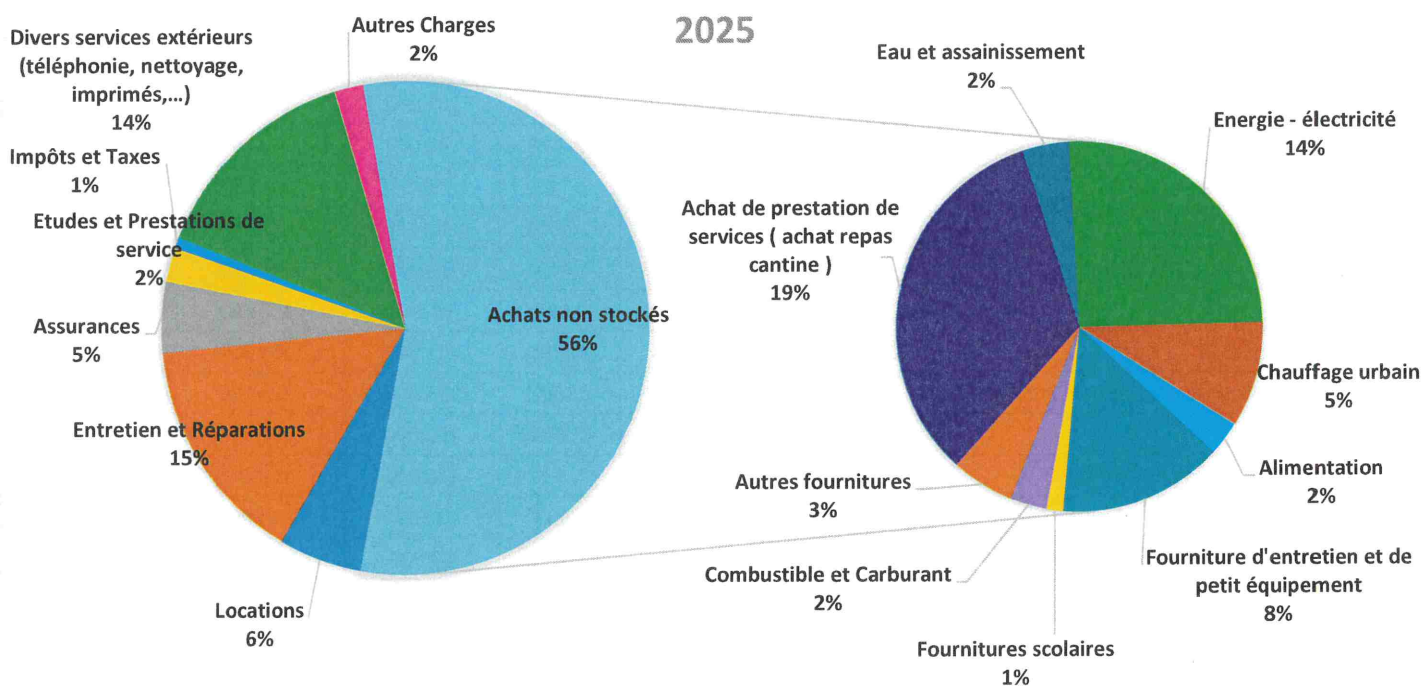
Pour rappel, le chapitre 011 regroupe les postes de dépenses particulièrement impactés par l'inflation : Energie, carburant, achat des repas pour la restauration scolaire, alimentation, fournitures,...

Pour le BP 2026, les comptes ci-dessous représentent à eux seuls 55.55% du chapitre 011 pour un montant de 1 573 000 € :

- 6042 : Essentiellement les achats de repas de cantine
- 60612 : Electricité
- 6156 : Maintenance
- 60632 : Fournitures de petit équipement
- 6283 : Frais de nettoyage des écoles et vitreries
- 60613 : Gaz

➤ Focus sur le chapitre 011

**FOCUS SUR LE CHAPITRE 011 ET DÉTAIL DES COMPTES 60 - ANNÉE 2025**

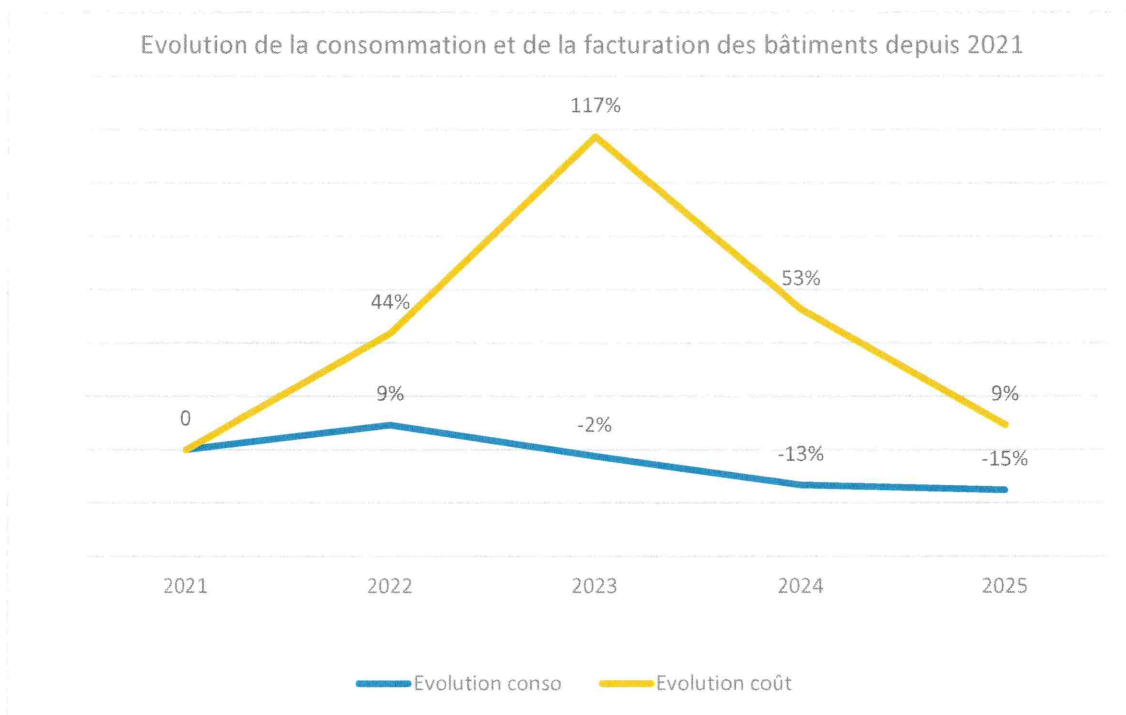


➤ Coût des repas de restauration scolaire

	2022	2023	2024	2025
Total nombre de repas	130 998	136 257	136 967	129 765
Total coût repas	336 266,00 €	388 522,00 €	438 397,46 €	424 619,15 €

➤ Electricité des Bâtiments

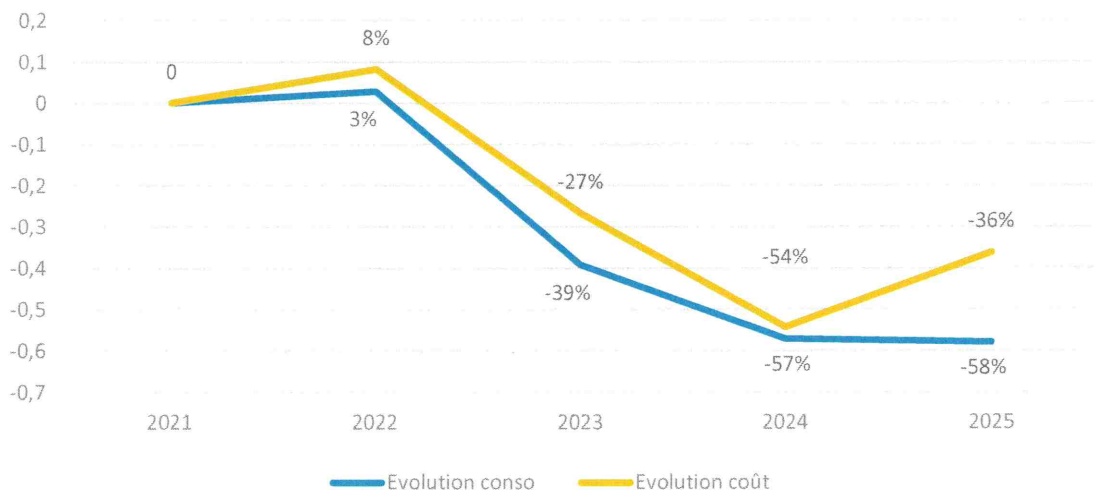
BATIMENTS	Conso en KW	Coût	Evolution depuis 2021	
			Evolution conso	Evolution coût
2021	1 100 526	202 939,23 €	0	0
2022	1 203 598	291 739,35 €	9%	44%
2023	1 074 286	441 204,47 €	-2%	117%
2024	954 881	309 801,12 €	-13%	53%
2025	934 051	221 705,18 €	-15%	9%



➤ Electricité des Éclairages publics

EP	Conso en KW	Coût	Evolution depuis 2021	
			Evolution conso	Evolution coût
2021	567 439	88 660,15 €	0	0
2022	583 816	95 983,50 €	3%	8%
2023	345 473	65 052,74 €	-39%	-27%
2024	243 828	40 583,57 €	-57%	-54%
2025	239 145	56 654,27 €	-58%	-36%

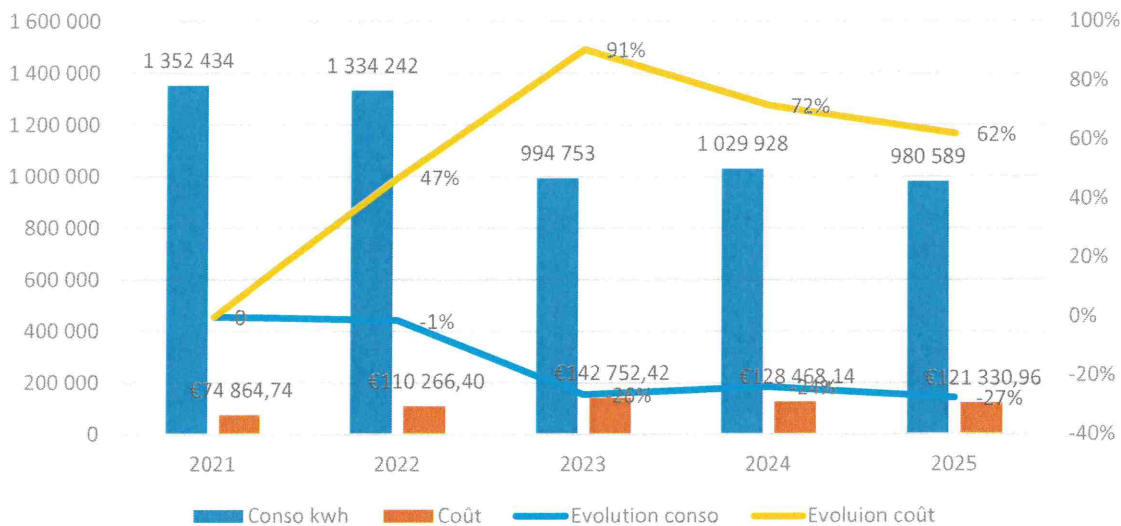
### Evolution de la consommation et de la facturation des éclairages publics depuis 2021



#### > Gaz

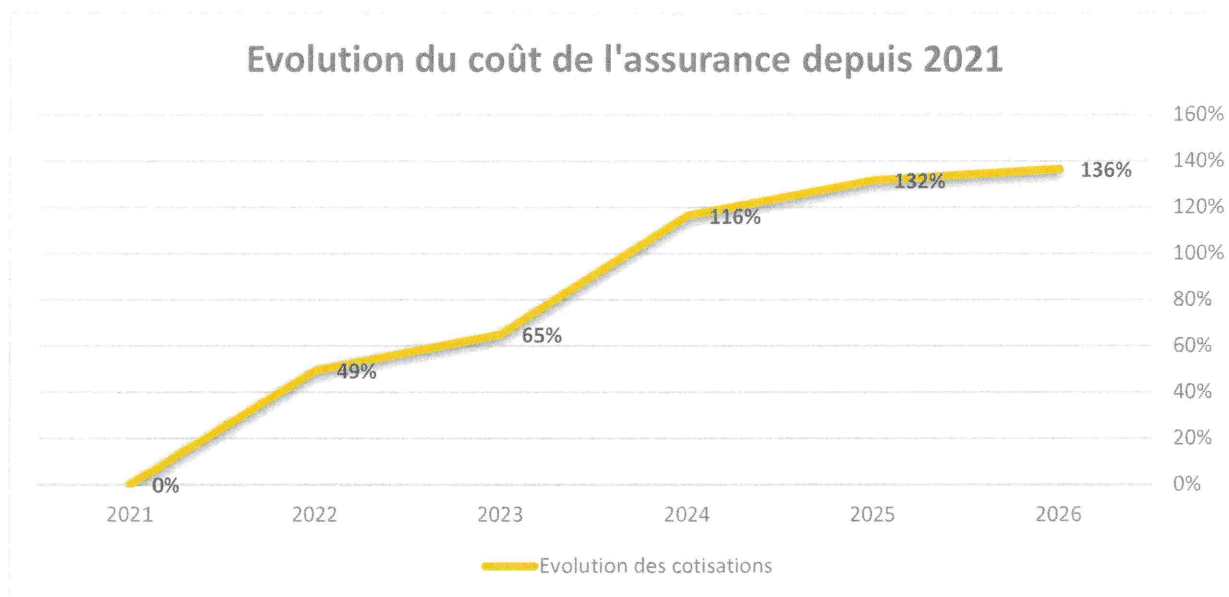
	Evolution depuis 2021			
	Conso kwh	Coût	Evolution de la consommation	Evolution du coût
2021	1 352 434	74 864,74 €	0	0
2022	1 334 242	110 266,40 €	-1%	47%
2023	994 753	142 752,42 €	-26%	91%
2024	1 029 928	128 468,14 €	-24%	72%
2025	980 589	121 330,96 €	-27%	62%

### Evolution de la consommation et de la facturation de chauffage depuis 2021

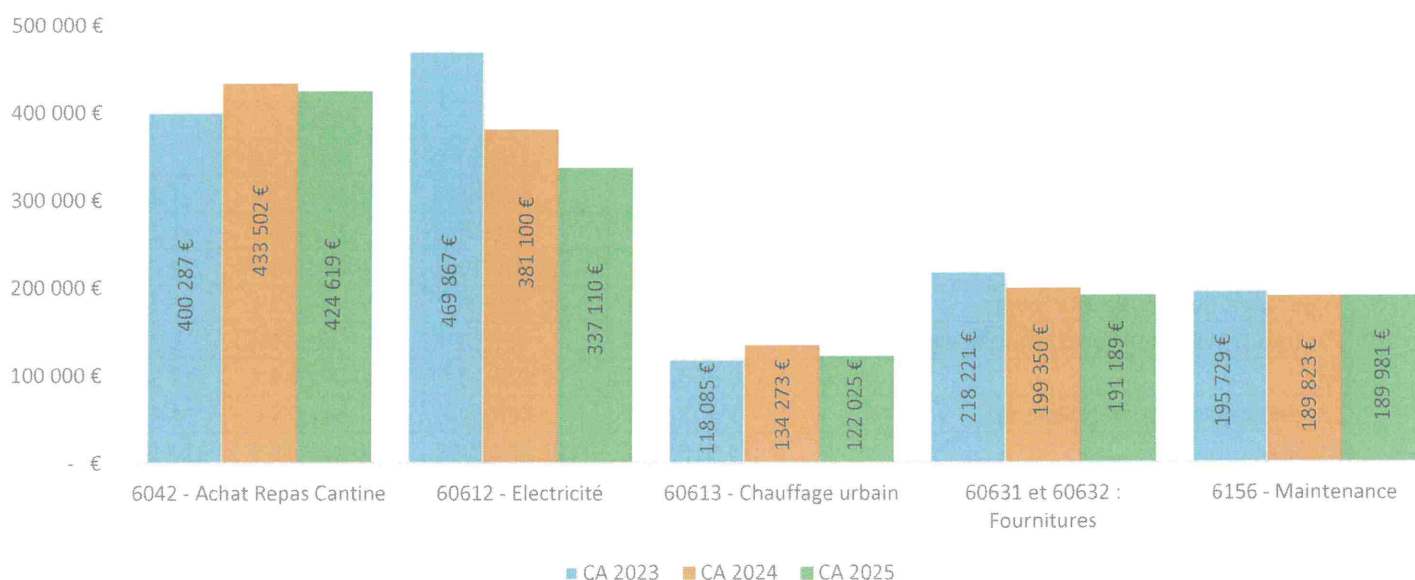


➤ Evolution des cotisations assurances 2021-2025

	2023	2024	2025	2026
Assurance de transport de marchandises	125,18 €	160,97 €	208,11 €	
Bris de machines	716,01 €	928,45 €	1 204,92 €	1 229,27 €
Mission collaborateur et administrateur	508,50 €	659,08 €	855,99 €	1 100,00 €
Flotte de véhicules	14 475,18 €	20 505,10 €	18 714,18 €	21 462,98 €
Assurance dommage aux biens	54 524,89 €	68 708,06 €	76 454,73 €	65 162,88 €
Promut (protection fonctionnelle agents et élus)	676,79 €	693,51 €	728,19 €	1 246,66 €
RC	6 060,28 €	9 778,13 €	10 520,89 €	17 907,92 €
Juripacte (protection juridique)	1 432,95 €	1 468,34 €	1 541,75 €	4 410,31 €
<b>TOTAL</b>	<b>78 519,78 €</b>	<b>102 901,64 €</b>	<b>110 228,76 €</b>	<b>112 520,02 €</b>



### Principaux postes d'évolution du chapitre 011 entre 2023 et 2025



➤ Focus Chapitre 65

	Réalisé				IB	
	2022	2023	2024	2025	BP 2025	Hypo 2026
Indemnités Elus + cotisations	94 055 €	97 222 €	95 819 €	96 334 €	98 500€	103 000 €
SDIS	134 824 €	143 318 €	148 908 €	151 588 €	151 589€	153 600 €
SDEHG / SMEA	80 494 €	86 216 €	130 525 €	154 067 €	156 300€	191 000 €
CCAS	249 000 €	249 000 €	270 000 €	262 000 €	262 000 €	270 000 €
Subventions aux associations	173 141 €	189 435 €	190 797 €	187 030 €	180 000€	190 000 €
Redevances informatiques	€ -	65 097 €	68 063 €	51 694 €	75 000 €	73 475€
Participation Sainte-Marthe	57 408 €	59 985 €	69 711 €	78 670 €	70 000€	85 000€
Opération façades et PIG Ecorénov	€ -	€ -	1 041 €	80 543 €	107 648€	- €
Autres (récompenses tournois, courses hippiques, lots festi'nature/bibliothèque, chantiers jeunes, Remboursement ALSH, subvention CDE, créances éteintes et non valeurs)	29 901 €	37 780 €	23 073 €	19 948 €	23 880€	24 090€
<b>Total</b>	<b>818 823 €</b>	<b>928 053 €</b>	<b>997 937 €</b>	<b>1 081 874 €</b>	<b>1 124 917€</b>	<b>1 090 165 €</b>

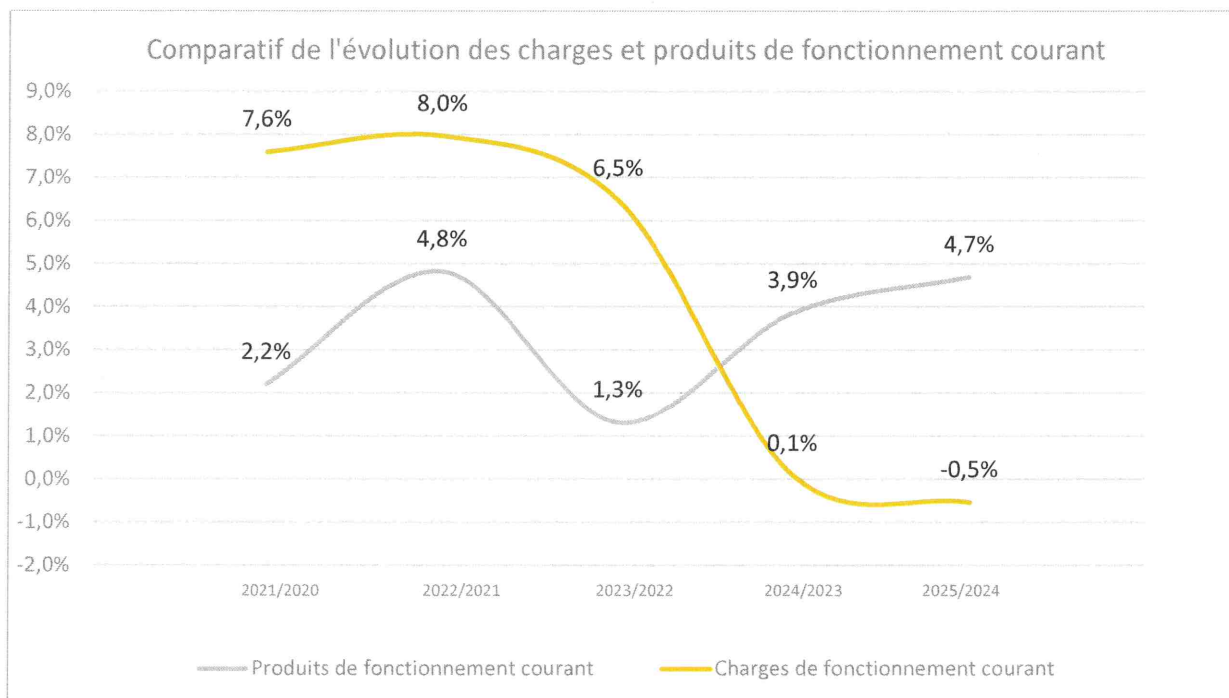
➤ Maintenance et abonnements informatiques

2020	2021	2022	2023	2024	2025	Evolution 2020 / 2025
85 652,20 €	99 989,51 €	128 533,42 €	135 298,55 €	137 303,48 €	98 028,30 €	14%

➤ Contributions au SDIS

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
	130 622 €	131 536 €	134 824 €	143 318 €	148 908 €	151 589 €	153 600 €
Evolution N / N-1	1,00%	0,70%	2,50%	6,30%	3,90%	1,80%	1,33%

➤ Evolution des charges et des produits de fonctionnement



#### 4. Les charges de personnel :

##### I - Evolution CA 2024/CA 2025

Pour info : BP2025 6 097 110€		CA 2025 : 5 970 311.26€			Economie : 126 798.74€	
	2020	2021	2022	2023	2024	2025
ETP Traitements + charges patronales (144.86 en2018)	138.91	144.61	143.24	145.99	141.07	140.88
Rémunérations brutes	2480	2496	2689	2606	2619	2604
Supplément familial	48	48	46	52	48	49
Autres indemnités (art64118)	344	370	367	421	412	453
Rémunérations des non-titulaires	546	750	708	887	883	831
Autres indemnités (stage/Précarité)			30	31	29	29
Emplois d'insertion	0	3				
Emplois d'avenir/PAC	4	0	5			
Rémunérations d'apprentis	10	7	0	2	10	12
Indemnité inflation			16			
Cotisations URSSAF	500	558	605	674	651	659
Cotisations Assedic	21	28	34	38	38	35
Cotisations Retraite	738	756	806	856	866	930
Cotisations ATIACL	9	10	11	11	12	11
Cotisations CDG CNFPT	53	63	66	78	79	77
Cotisations FNAL	14	16	17	17	17	17
Autres versts.sur rémun°(solid/auton)	9	9	7	12	10	10
<b>Sous-total</b>	<b>4776</b>	<b>5114</b>	<b>5407</b>	<b>5685</b>	<b>5674</b>	<b>5717</b>
Autres charges de personnel						
Cotisations assurances	98	111	216	246	226	189
Versement FNC supplément familial	1	0	0			0
Médecine du travail	12	12	16	14	12	14
Action sociale (CNAS/Part° santé 07/2022+Prévoyance 01/2025)°	31	30	36	40	40	50
<b>Sous-total</b>	<b>142</b>	<b>153</b>	<b>268</b>	<b>300</b>	<b>278</b>	<b>253</b>
Intervenants écoles – service Aff. scolaires			2			
	4918	5267	5677	5985	5952	5970

CA2025//CA2024 : 18 000€

##### Dépenses supplémentaires :

- Impact de l'augmentation 2025 du taux CNRACL (charges patronales) 75 000€
- Avancement de grades (Principalement en catégories A et B) 33 164€
- Recrutement du Directeur des Services Techniques 50 000€
- Participation employeur Prévoyance 01/01/2025 10 000€

**MAIS des économies recensées dès le BP2025 :**

- Cessation progressive d'activité du DGS (3mois en 2024 - 12 mois en 2025) 18 000€
- Mutualisation des directions Affaires Scolaires et Enfance 47 812€
- Restructuration du service CommCulture (Direction reprise par un agent) 24 033€

**Mais des économies réalisées en cours d'année 2025,**

- Principalement sur le service Enfance 25 000€
- Retraite pour invalidité 6 500€

*Ces montants comprennent les salaires bruts+charges patronales (dits « salaires chargés »)*

- Baisse des taux Assurance Statutaire (8,13% à 6.95%) 37 000€

**II - Prévisions charges de personnel 2026**

1-Pour la masse salariale 2026 (« Traitements et charges » hors « Autres charges de personnel »)

**La prévision pour le BP 2026 est de 6 188 000€ (5 857 610€ au BP 2025) soit + 330 390€ (5.64%)**

**Principaux impacts pour l'année 2026:**

- Impact de l'augmentation 2026 du taux CNRACL (charges patronales) 93 000€
- Recrutement agents pour inclusion enfants porteurs de handicap 39 900€
- Recensement 2026 40 000€
- Impact des avancements de grade en catégorie A et B 2025 sur une année pleine + avancements autres 49 737€
- Revalorisation des salaires des MNS piscine 5 000€
- Remplacement maladie de 2 agents Affaires scolaires(6mois) 28 500€
- Contractuel sur mi-temps thérapeutique d'un agent (6 mois) 8 700€
- Retour d'un agent suite CLM 25 692€
- Elections municipales (heures supplémentaires agents) 3 500€
- Maintien de l'apprenti à la bibliothèque 17 376€
- ....

**Principales économies :**

- Service Affaires scolaires (départ d'un agent en 2025) 8 324€
- Service urbanisme (départ d'un agent en 2025) 7 951€
- Administration Générale (départ d'un agent en 2025) 14 366€
- Service Technique (départ 2 titulaires remplacés par 2 CDD) 10 505€
- Service Enfance (moins d'enfants à encadrer donc moins de contractuels) 10 832€

2-« Autres charges de personnel :

Evolution du coût de l'assurance groupe :

- 110 771.96€ au CA 2021
- 216 289.04€ au CA 2022
- 245 885€ au CA 2023
- 225 514€ au CA 2024
- 189 008€ au CA 2025 (baisse des taux de 8.13% à 6.95% en raison de notre faible sinistralité)
- 165 000€ au BP 2026 (renégociation du contrat avec une baisse du taux à 6.18%)

**Au total le chapitre 012 « Charges de personnel » est estimé au BP 2026 à 6 408 320€ (6 100 210€ au BP 2025) soit + 308 110€ (5.05%)**

Les autres charges incluses dans le chapitre 012 hors traitements et charges sont:

- L'assurance du personnel : 165 000€
- Le CNAS : 33 300€
- La médecine du travail : 17 000€
- Le FNC Supplément familial : 3 500€
- Le GUSO pour les marchés gourmands et le concert d'orgue : 1 520€

### III - Recettes liées à la masse salariale

1 022 888€ Dont :

- Atténuations de charges : 50 000€
- Dotation de l'Etat pour les passeports et cartes d'identité : 28 000€
- Dotation de l'Etat pour les élections : 5 500€
- Dotation de l'Etat pour le recensement : 16 216€
- Participation prévisionnelle de la CAF sur les activités péri et extra scolaires : 538 672€. La majeure partie des coûts de fonctionnement des services périscolaires et extra scolaires est constituée de frais de personnel.
- Participation des parents sur services périscolaires : 384 500€

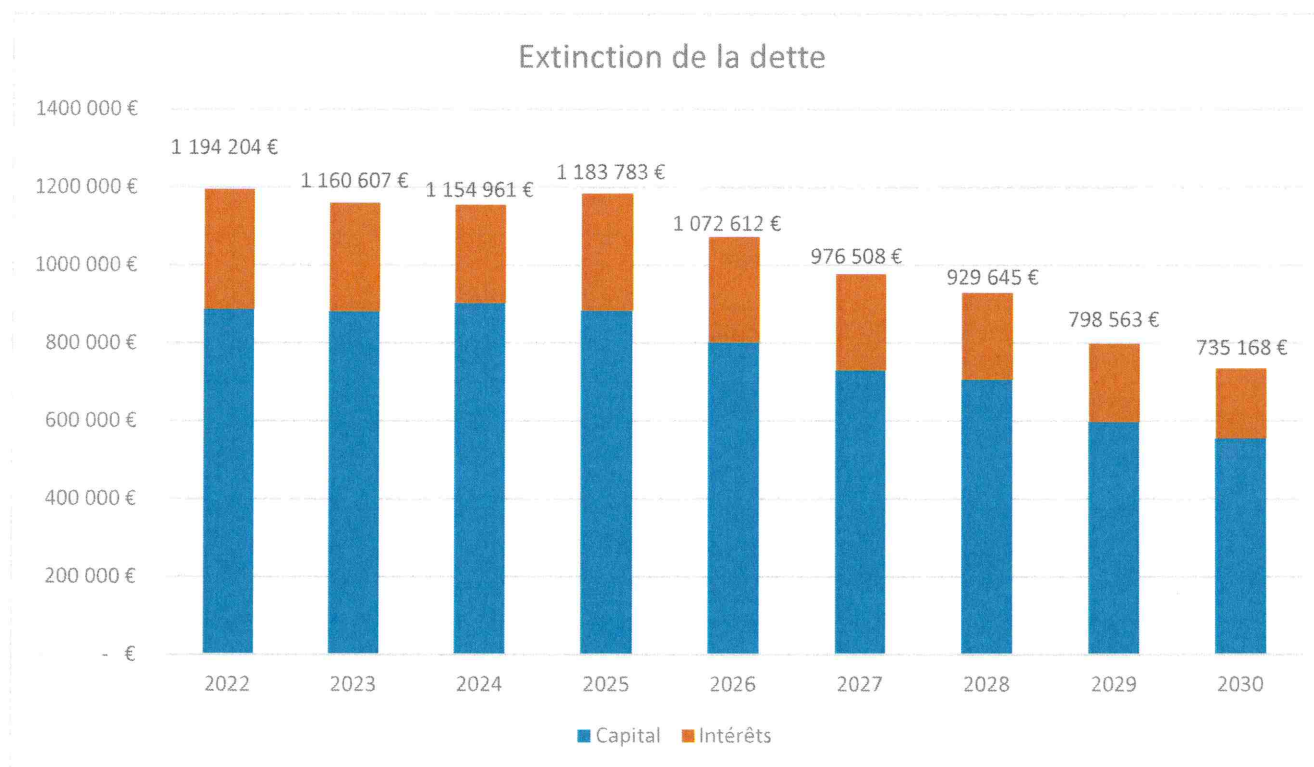
## 5. L'endettement

### ➤ Encours de la dette au 31 Décembre

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Encours emprunts	5 275 223 €	6 512 071 €	5 722 735 €	5 082 704 €	4 522 950 €	3 998 308 €	3 602 700 €	3 245 262 €
Encours AUXIFIP	2 498 845 €	2 359 573 €	2 211 843 €	2 055 140 €	1 888 919 €	1 712 603 €	1 525 578 €	1 327 193 €
Encours total de la dette	7 774 067 €	8 871 644 €	7 965 337 €	7 163 477 €	6 432 376 €	5 726 291 €	5 128 278 €	4 572 455 €

### ➤ L'annuité de la dette

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Capital	881 169 €	902 423 €	882 406 €	801 860 €	731 101 €	706 085 €	598 013 €	555 823 €
Intérêts	279 439 €	252 538 €	301 377 €	270 751 €	245 407 €	223 560 €	200 550 €	179 345 €
Annuité sans AUXIFIP	875 967 €	870 321 €	899 143 €	787 972 €	691 868 €	645 005 €	513 923 €	450 528 €
Annuité totale	1 160 607 €	1 154 961 €	1 183 783 €	1 072 612 €	976 508 €	929 645 €	798 563 €	735 168 €



➤ Annuités et tombées d'emprunts

Date de fin	Prêteur	Libellé	2026	2027	2028	2029	2030
09/04/2036	AUXIFIP	BEA GENDARMERIE DE GRENADE	284 640 €	284 640 €	284 640 €	284 640 €	284 640 €
01/11/2027	CDC	CONSTRUCTION DE QUATRE LOGEMENTS SOCIAUX RUE TEISSEIRE	3 550 €	3 472 €			
05/05/2026	CE	CONVENTION "MULTI-OPTIONS" 2ème TIRAGE	49 603 €				
05/08/2026	CE	CONVENTION "MULTI-OPTIONS" 3 EME TIRAGE (SOLDE)	6 831 €				
05/06/2026	CE	CONVENTION DE CREDIT "MULTI-OPTIONS" AUTORISATION D'EMPRUNT DE 8M	45 559 €				
20/09/2026	CA	EMPRUNT GLOBAL 2011	71 584 €				
20/05/2049	AFL	EMPRUNT TERRAINS SYNTHETIQUES 2023	76 244 €	163 201 €	160 475 €	156 386 €	153 080 €
01/02/2026	CFFL	FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS (VEHICULES)	6 328 €				
01/08/2029	CFFL	FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS 2014	67 516 €	67 516 €	67 516 €	50 637 €	
01/07/2030	CFFL	FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS 2015	34 757 €	34 757 €	34 757 €	34 757 €	26 068 €
01/05/2032	CFFL	FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS 2017	37 014 €	37 014 €	37 014 €	37 014 €	37 014 €
29/06/2037	CE	INVESTISSEMENTS	19 424 €	19 424 €	19 424 €	19 424 €	19 424 €
20/01/2031	CA	INVESTISSEMENTS 2010	32 788 €	32 788 €	32 788 €	32 788 €	32 788 €
20/03/2046	AFL	INVESTISSEMENTS 2021	95 111 €	94 352 €	93 666 €	92 865 €	92 103 €
01/01/2037	CDC	PRET CROISSANCE VERTE - TRAVAUX DE GEOTHERMIE	4 720 €	4 720 €	4 720 €	4 720 €	4 720 €
31/10/2031	CARSAT	PSI CARSAT sur création espace séniors (Immeuble Chiomento)	5 127 €	5 127 €	5 127 €	5 127 €	5 127 €
01/07/2032	CFFL	REFINANCEMENT CONTRATS MON 254237 EUR ET MON 199124 EUR	80 205 €	80 205 €	80 205 €	80 205 €	80 205 €
01/08/2028	CFFL	REFINANCEMENT PRET CREDIT AGRICOLE T1MNTC017PR	151 610 €	149 293 €	109 314 €		

<b>Total général</b>	<b>1 072 612 €</b>	<b>976 508 €</b>	<b>929 645 €</b>	<b>798 563 €</b>	<b>735 168 €</b>
----------------------	--------------------	------------------	------------------	------------------	------------------

<b>Tombées d'emprunts</b>	<b>-111 171 €</b>	<b>- 96 104 €</b>	<b>- 46 863 €</b>	<b>-131 082 €</b>	<b>- 63 395 €</b>
---------------------------	-------------------	-------------------	-------------------	-------------------	-------------------

## 6. Tableau d'équilibre général

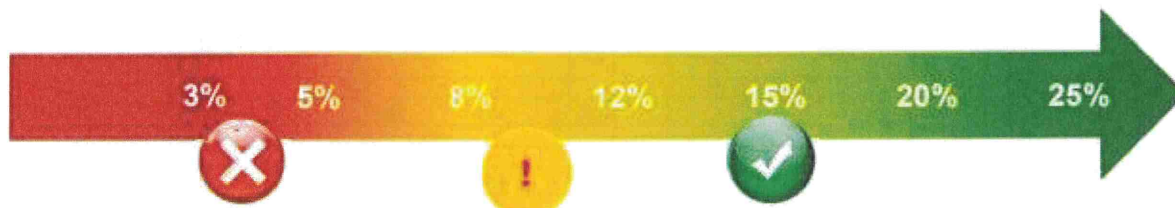
		CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025
<b>Produits de fonctionnement</b>	(1)	10 450	10 712	11 227	11 708
<i>c/70</i>					
<i>c/73 (sauf 014)</i>					
<i>c/74</i>					
<i>c/75</i>					
<b>Charges de fonctionnement</b>	(2)	8 781	9 410	9 443	9 408
<i>c/60</i>					
<i>c/61</i>					
<i>c/62 (sauf 621)</i>					
<i>c/63</i>					
<i>chap 012(-013)</i>					
<i>chap 65</i>					
<b>Excédent brut de Fonctionnement</b>	(3)	1 669	1 301	1 784	2 300
<b>Produits exceptionnels</b>	(4)	95	1	0	0
<i>Chap 77 (sauf 775, 776, 777, 779)</i>					
<b>Charges exceptionnelles</b>	(5)	14	0	19	0
<i>Chap 67</i>					
<b>EPARGNE DE GESTION</b>	(6)	1 750	1 302	1 766	2 301
<i>(6) = (3) + (4) - (5)</i>					
<b>Charges financières</b>	(7)	296	268	241	336
<i>Chap 66</i>					
<b>EPARGNE BRUTE</b>	(8)	1 454	1 034	1 525	1 964
<i>(8) = (6) - (7)</i>					
<b>Remboursement Capital Emprunts</b>	(9)	900	881	902	882
<i>Chap 16</i>					
<b>EPARGNE NETTE</b>	(10)	554	153	622	1 082
<i>(10) = (8) - (9)</i>					
<b>Recettes d'investissements</b>	(11)	1086	818	1466	1167
<i>subventions</i>		640	474	1103	518
<i>FCTVA</i>		200	149	210	506
<i>Taxes Aménagement</i>		165	172	130	143
<i>SMEA</i>		82	0	22	0
<i>Opérations pour cpte tiers</i>		0	24	0	0
<b>CAPACITE D INVESTISSEMENTS</b>	(12)	1 640	971	2 088	2 249
<i>(12) = (10) + (11)</i>					
<b>Dépenses d'investissements</b>	(13)	1206	2073	3573	1029
<i>Dépenses d'équipements</i>					
<i>Chapitre 26</i>					
<i>Chapitre 27</i>					
<b>Opérations pour le compte de tiers</b>	(14)	98	132	24	19
<b>Apurement des ICNES</b>	(15)	40	0	0	0
<i>c/1068 Dépenses</i>					
<b>BESOIN DE FINANCEMENT</b>	(16)	-296	1 233	1 508	-1 201
<i>(16) = (13) - (12) + (14) + (15)</i>					
<b>Cessions d'immobilisations</b>	(17)	0	0	0	0
<i>chap 024</i>					
<b>Emprunts contractés</b>	(18)	0	0	2000	0
<i>Chap 16</i>					
<b>VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT</b>	(19)	-296	1 233	-492	-1 201
<i>(19) = (16) - (17) - (18)</i>					
<b>Fonds de roulement n-1</b>	(20)	3 353	3 649	2 416	2 908
<b>NOUVEAU FONDS DE ROULEMENT</b>	(21)	3 649	2 416	2 908	4 109

## 7. Taux d'épargne brute

Le taux d'épargne brute est égal à l'épargne brute rapportée aux recettes de fonctionnement (hors cessions).

Le taux d'épargne brute de la Commune a nettement progressé grâce à une bonne maîtrise des dépenses de fonctionnement et au dynamisme des recettes. Pour l'année 2025, il se situe à 16,77%.

2022	2023	2024	2025
13,91%	9,65%	13,58%	16,77%



## 8. Recettes d'investissement 2026

Nature - Opération	Libellé	Crédits reportés 2025	Nouvelles Inscriptions	Total Recettes Investissement
1316-19010	AGENCE DE L'EAU : SUBVENTION RECONFIGURATION COUR ESPACE L'ENVOL	19 546,00 €		19 546,00 €
1322-21001	CR : SUBVENTION EXTENSION DE LA MAISON DES PROJETS - REHABILITATION REMISE SERRES	62 811,00 €		62 811,00 €
13461-21001	DETR 2022 : SUBVENTION EXTENSION DE LA MAISON DES PROJETS - REHABILITATION REMISE SERRES	26 144,83 €		26 144,83 €
1322-21003	CR : SUBVENTION REALISATION D'UNE AIRE DE LOISIRS (JEUX, MOBILIER URBAIN, CHEMINEMENTS, ACHATS VEGETAUX ET FOSE BUSÉ	55 435,00 €		55 435,00 €
13462-21003	DSIL 2023 - REALISATION AIRE DE LOISIRS QUAI DE GARONNE	22 299,40 €		22 299,40 €
1321-23001	ANS/FFR : SUBVENTION POSE D'UNE MAIN COURANTE ET AMELIORATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS DU TERRAIN DE RUGBY JM FAGES	43 500,00 €		43 500,00 €
1323-23001	CD 2024 - REHABILITATION DE DEUX TERRAINS EN SYNTHETIQUE	150 000,00 €		150 000,00 €
1323-23001	CD 2025 - REHABILITATION DE DEUX TERRAINS EN SYNTHETIQUE	229 422,69 €		229 422,69 €
1322-23001	CR 2025 - REHABILITATION DE DEUX TERRAINS EN SYNTHETIQUE	150 000,00 €		150 000,00 €
1323-23001	CD 31 - AIRE DE COVOITURAGE		41 000,00 €	41 000,00 €
1328-12005	Don de l'association de la Chapelle saint-Bernard pour la restauration des vitraux		6 100,00 €	6 100,00 €
040 (RI)-	Amortissements		697 083,00 €	697 083,00 €
021-	Virement de la section de fonctionnement		4 473 812,72 €	4 473 812,72 €
1068-NA	Affectation du résultat 2025 obligatoire		64 175,97 €	64 175,97 €
10222-NA	FCTVA sur N -1		135 000,00 €	135 000,00 €
10226-NA	TAM		150 000,00 €	150 000,00 €
<b>Total général</b>		<b>759 158,92 €</b>	<b>5 567 171,69 €</b>	<b>6 326 330,61 €</b>

➤ Dossiers de demandes de subventions en cours

ETAT	Opération « Extension et renaturation du cimetière de la Magdelaine » Demande de subvention à l'Etat au titre de la DETR 2026	En attente de réponse	300 000€
FEDERATION FRANÇAISE DE TENNIS	Création de deux pistes de padel : Aide à l'équipement 2026 de la FFT	En attente de réponse (prévue courant mars)	25 000€

## 9. Dépenses d'équipement et Dépenses financières prévisionnelles BP 2026

Opérations	MONTANT
10011 : RESTAURATION DE L'EGLISE ET DU MOBILIER	50 000,00 €
10013 : EQUIPEMENT DES ECOLES	44 500,00 €
10016 : REHABILITATION DU PATRIMOINE BATI	164 030,00 €
10018 : RENOVATION DU PATRIMOINE SCOLAIRE	172 790,00 €
10019 : EQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE LOISIRS	16 260,00 €
10020 : RENOVATION DES INSTALLATIONS SPORTIVES	89 210,00 €
10022 : EQUIPEMENTS CULTURELS & DE COMMUNICATION	17 900,00 €
10024 : AUTRES EQUIPEMENTS DES SERVICES	44 710,00 €
10024 : EQUIPEMENTS INFORMATIQUES DES SERVICES	134 990,00 €
10024 : EQUIPEMENTS TECHNIQUES DES SERVICES	86 940,00 €
10026 : PLANIFICATION URBAINE	8 508,00 €
10027 : AMENAGEMENT DE VOIES DE CIRCULATION SECURISEES	27 608,00 €
10029 : HARMONISATION & MODERNISATION EQUIP URBAINS	73 440,00 €
12002 : RESTAURANTS SCOLAIRES COMMUNAUX	500,00 €
12005 : CIMETIERES ET CHAPELLES	21 500,00 €
17002 : URBANISATION RD17 - LA HILLE -	40,00 €
17003 : ROND POINT CROIX DE LAMOUCIC	300,00 €
19011 : PARC AUTOMOBILE	50 000,00 €
19012 : PLANTATIONS	4 000,00 €
21003 : AMENAGEMENT AIRE DE JEUX QUAI DE GARONNE	16 100,00 €
21004 : EXTENSION DU CIMETIERE DE LA MAGDELAINE	283 738,20 €
21006 : IMMEUBLE AVENUE LAZARE CARNOT / RUE DES JARDINS	40 000,00 €
21008 : JARDINS (2)	2 200,00 €
23001 : PARKING PARTAGE COMPLEXE SPORTIF JM FAGES	450 000,00 €
25001 : AMENAGEMENT JARDIN PUBLIC SIZES	2 900,00 €
25002 : DEVELOPPEMENT URBAIN	2 789 831,52 €
REMBOURSEMENT CAPITAL EMPRUNTS	805 000,00 €
ATTRIBUTION DE COMPENSATION	71 000,00 €
AMORTISSEMENTS DES SUBVENTIONS	35 000,00 €
<b>Total général</b>	<b>5 502 995,72 €</b>



Reçu en préfecture le : 05/03/2026  
Publié le : 05/03/2026  
Par : Jean-Paul DELMAS  
Document certifié conforme à l'original  
<http://publiact.fr/documentPublic/924136>